



Résolution

Approuvée à l'unanimité à l'Assemblée Générale d'ESS France et présentée au Congrès de l'ESS

Face à l'extrême droite, les acteurs de l'ESS appellent à l'engagement

Nous, entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire réunies au sein de notre organisation représentative ESS France ces 12 et 13 juin 2024 lançons un appel à la mobilisation pour la République.

Dans le contexte inquiétant créé par la dissolution décidée de manière inattendue par le Président de la République, le temps n'est pas à l'indifférence vis-à-vis de la situation politique particulièrement grave que connaît notre pays. Partout où l'extrême-droite a pris le pouvoir, elle s'est attaquée à la société civile organisée pour affaiblir celles et ceux qui incarnent au quotidien dans leur engagement, leur travail et leur philosophie l'égalité en droit et en dignité des humains, la démocratie, la justice sociale et l'écologie. Personne dans l'économie sociale et solidaire ne peut se croire à l'abri, alors que nous portons des solutions concrètes d'alternatives positives qui font la preuve de la capacité de nos organisations à intégrer, insérer et répondre aux urgences sociales, climatiques et territoriales.

Nous affirmons que la banalisation des idées du RN ne conduit pas à l'effacement de l'extrême droite dans les urnes ni à son affaiblissement politique.

Le réflexe républicain de défense des libertés individuelles et collectives et de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme doit primer sur toute autre considération. Tous les électeurs du RN ne sont sans doute pas racistes mais leur choix installerait au pouvoir des dirigeants ouvertement xénophobes, qui non seulement mentent aux Français mais préparent surtout pour notre pays une potion antisociale faite de discriminations, de fragilisation des libertés publiques, de conceptions rétrogrades des rapports humains, et de complicités internationales dangereuses.

La société civile est un espace précieux d'expression et d'action qui permet à la République de vivre au quotidien, et que la République doit inlassablement renforcer. L'affaiblissement de l'une conduit inmanquablement à l'effacement de l'autre. Il est encore temps de réagir afin d'éviter le pire et de prendre nos responsabilités comme l'ont fait nos homologues d'autres pays dont le rôle a été décisif dans les défaites électorales de l'extrême-droite.

Nous appelons donc toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent en nous à participer aux mobilisations, à rejoindre les campagnes électorales du camp républicain, à jouer un rôle actif de mise en alerte – y compris en interne- et en mouvement de toutes celles et ceux qui, majoritaires dans notre pays, refusent le choix d'un projet de société arbitraire, inégalitaire et haineux. L'élection législative des 30 juin et 7 juillet doit être celle de la défaite dans les urnes de l'extrême-droite, mais aussi celle d'un renouveau de notre démocratie républicaine.



Reconnue représentative par la loi du 31 juillet 2014 relative à l'ESS, ESS France fédère les organisations nationales représentant les différentes formes statutaires de l'Économie sociale et solidaire (ESS) ainsi que les Chambres régionales de l'ESS, et les réseaux de l'ESS qui souhaitent s'investir dans ses activités en valorisant son appartenance à ce « mode d'entreprendre et de développement ». Depuis les territoires, jusqu'à l'échelle européenne et internationale, ESS France contribue, depuis plus de vingt ans, au développement de l'économie sociale et solidaire dans toutes ses dimensions. En savoir plus sur ess-france.org/